

**PREFECTURE DE LA MARNE**

**DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES**

---

bureau de l'environnement  
et de l'aménagement du territoire

----

3D.3B/CC

**ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION  
Société DISTILLERIE JEAN GOYARD à AY ET MAREUIL SUR AY**

----

**le préfet  
de la région Champagne-Ardenne  
préfet du département de la Marne  
chevalier de la légion d'honneur,**

**installations classées  
n° 2004-AP-12-IC**

**Vu :**

- Le livre V, titre I du code de l'environnement, annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées,
- la demande par laquelle la société DISTILLERIE JEAN GOYARD sollicite l'autorisation d'exploiter une nouvelle cuverie de stockage d'alcool hauts degrés (supérieurs à 92 % volume) accompagnée d'une nouvelle colonne à distiller et d'une unité d'extraction des colorants, ainsi que la régularisation de ses installations actuelles situées sur le territoire des communes de MAREUIL SUR AY et AY,
- le dossier complémentaire adressé à l'inspection des installations classées le 5 décembre 2001 relatif à la mise en service d'une nouvelle unité de pré-concentration de vinasses,
- les compléments de dossier communiqués à l'inspection des installations classées entre mars et juillet 2003 relatifs :
  - à la gestion des eaux de refroidissement,
  - à la qualité des eaux pluviales et de refroidissement rejetées,
  - aux émissions de composés organiques volatils (COV),
  - à la qualité des sols et des eaux souterraines au droit du site,
  - aux niveaux sonores induits par le fonctionnement des installations,
  - à l'étude de dangers,
- l'enquête publique qui s'est déroulée du 2 avril au 2 mai 2001,
- le rapport de l'inspecteur des installations classées du 22 juin 2004,
- l'avis émis par les membres du conseil départemental d'hygiène le 11 septembre 2003

**Considérant d'une part que :**

- l'installation existe depuis 1911,
- elle bénéficie d'une autorisation d'exploiter délivrée par arrêté préfectoral du 10 mars 1964, mise à jour par arrêtés préfectoraux du 9 mai 1979 et 14 mai 1987,
- cette installation est à l'origine d'odeurs résultant de ses activités et que des réclamations ont été formulées lors de l'enquête publique afin que ces nuisances soient prévenues,
- cette installation emploie des équipements bruyants alors qu'une zone urbanisée est proche,
- cette installations rejette des eaux pluviales dans le milieu naturel, sans contrôle régulier de la qualité des rejets,
- cette installation exploite la nappe phréatique pour le refroidissement de ses installations en circuit ouvert,

**Considérant d'autre part que :**

- les modifications et extensions envisagées, objet de la présente procédure, ainsi que la mise en service d'une nouvelle unité de pré-concentration des vinasses, ne sont pas de nature à augmenter les nuisances mais devraient participer à leur réduction,
- il convient toutefois d'imposer à l'exploitant des dispositions précises destinées à réduire les impacts dus au fonctionnement de l'établissement, notamment en matière de recyclage d'eaux de refroidissement, de contrôle des effluents liquides rejetés, de respect de niveaux sonores, de prévention de pollution des sols et des eaux souterraines,
- des mesures spécifiques doivent être prévues afin d'éviter d'exposer les tiers aux conséquences d'un incendie ou d'une explosion et de prévenir la propagation sur le site d'événements accidentels

**Le demandeur entendu,**

Sur proposition de monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne,

# Arrête :

## Titre I - Prescriptions générales

### article 1 - Généralités

#### 1.1. Champ d'application

La société DISTILLERIE JEAN GOYARD, dont le siège social se situe 52 rue Jules Blondeau - BP 10, 51160 AY, est autorisée à :

- poursuivre l'exploitation de ses installations de distillation et de fabrication d'huiles essentielles, situées 19 rue des Carrelles - MAREUIL SUR AY, sur le territoire de la commune de AY ET MAREUIL SUR AY, et à mettre en service une nouvelle cuverie de stockage d'alcool hauts degrés (supérieurs à 92 % volume), une nouvelle colonne à distiller associée à une unité de pré-évaporation, et une unité d'extraction des colorants,
- procéder à l'épandage des vinasses à l'intérieur du périmètre figurant sur le plan joint au présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, qu'elles relèvent ou non de la nomenclature des installations classées.

La mise en application à la date d'effet des prescriptions du présent arrêté entraîne l'abrogation de toutes les dispositions antérieures, contraires ou identiques, ayant le même objet.

#### 1.2. autorisation d'exploiter

L'autorisation d'exploiter vise les installations classées exploitées dans l'établissement, répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation	Rubrique	Régime	Quantité	Unité	TE	RA
Dépôt de liquides inflammables : - Dépôt d'alcool existant : 299,08 m <sup>3</sup> - Nouvelle cuverie de stockage : 962 m <sup>3</sup> - Dépôt d'hydrocarbures : 7,5 m <sup>3</sup> (1 x 3 et 3 x 1,5 m <sup>3</sup> liquides inflammables de 2 <sup>ème</sup> cat.)	1430 + 1432.2a	A	1.262,58	m <sup>3</sup>	/	2
Installation de chargement de véhicules citernes : - Débit de l'installation alcool existant : 30 m <sup>3</sup> /h - Débit de l'installation nouvelle : 60 m <sup>3</sup> /h - Débit des pompes fuel et gasoil : 2,4 m <sup>3</sup> /h	1434.1a	A	92,4	m <sup>3</sup> /h	/	1
Installation de chargement ou déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation : Chargement de citerne (route)	1434.2	A	/	/	/	1
Production par distillation d'alcool d'origine agricole, eaux de vie et	2250.1	A	49.000	l/j	5	1

liqueurs : - Capacité de production actuelle : 36.000 l/j - Capacité de production après extension : 49.000 l/j						
Extraction par la vapeur des huiles essentielles contenues dans les plantes aromatiques	2631.2	D	17,45	m <sup>3</sup>	/	/
Fabrication par extraction, synthèse, broyage ... de colorants naturels	2640.b	D	1	t/j	/	/
Installation de combustion : - 3 générateurs au gaz naturel : 6 090 + 4 102 + 5 220 kW	2910.2	D	15,4	MW	/	/
Dépôt de gaz combustibles liquéfiés en bouteilles : 3 bouteilles de butane	211.2	NC	39	Kg	/	/
Emploi et stockage d'oxygène : 3 bouteilles de 15 kg	1220	NC	45	Kg	/	/
Emploi et stockage d'acétylène : 3 bouteilles de 7 kg	1418	NC	21	Kg	/	/
Stockage des alcools de bouche d'origine agricole, eaux de vie et liqueurs	2255	NC	21,12	M;	/	/
Installation de broyage, tamisage, déchetage ... de substances végétales	2260	NC	34	KW	/	/
Installation de compression : - 4 compresseurs existants de 3,7 et 3x2,2 kW - 1 compresseur projeté de 8 kW	2920	NC	18,3	KW	/	/
Atelier de charge d'accumulateurs (2x2 kW)	2925	NC	4	KW	/	/

A : Autorisation      D : Déclaration      NC : Non Classable      TE : Taxe à l'Exploitation      RA : rayon d'affichage

La production d'alcool pur s'élève à 80 000 hl par an au maximum. La production d'huiles essentielles est de 1500 hl par an.

La nouvelle cuverie d'alcool visée à la rubrique n° 1432 ci-dessus sera limitée, dans l'attente du rachat de la parcelle n° 3240 par la société GOYARD, aux 4 réservoirs de 122 m<sup>3</sup> chacun contenus dans la cuvette SB1/SB2 décrite à l'article 7.14 ci-dessous.

Elle vaut récépissé de déclaration pour les installations classées relevant du régime de la déclaration mentionnées dans le tableau ci-dessus.

Par ailleurs, le présent arrêté vaut autorisation pour l'exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau décrits à l'article 3.2.1 ci-dessous.

### 1.3. autorisation de rejet

Le présent arrêté vaut autorisation de rejet au titre du code de l'environnement (Livre II – Titre I).

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir du service gestionnaire, une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour ses ouvrages de rejet.

### 1.4. conformité aux plans et aux données techniques - modifications

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation, à leur voisinage, ou extension entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### 1.5. produits consommables

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

### 1.6. intégration dans le paysage

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, etc...), notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

En l'absence de mur de clôture, un rideau végétal est planté en périphérie de l'établissement principal.

## **1.7. risques naturels**

L'ensemble de l'établissement est protégé contre la foudre dans les conditions précisées par l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre. Il est notamment protégé par un paratonnerre de type PDA installé sur le bâtiment « diffusion » et équipé d'un dispositif approprié de comptage des coups de foudre.

## **1.8. accident - incident**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, doit être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvetage, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné l'autorisation, et, s'il y a lieu, après accord de l'autorité judiciaire.

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyens ou à long terme.

## **1.9. contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués à l'émission ou dans l'environnement, par un organisme, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, pour vérifier le respect des prescriptions prises au titre de la législation sur les installations classées. Les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.

### Enregistrements, rapports de contrôle et registres :

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés respectivement durant un an, trois ans, et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

## **1.10. cessation d'activité définitive**

Dès qu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie la date de cet arrêt au préfet de la Marne, au moins un mois avant celle-ci.

Il doit remettre le site dans un état tel qu'il ne présente aucun risque vis à vis des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

Un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site est joint à la notification. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts prévus l'article L511-1 du code de l'environnement et doit comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement pollués, après production d'une étude de sols conforme aux guides du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, et le cas échéant dégazées et décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

## **article 2 - Air**

### **2.1. Principes généraux**

Les installations sont conçues, équipées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'atmosphère, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le traitement des effluents et la réduction des quantités rejetées. Ces émissions sont, dans toute la mesure du possible, captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les ateliers sont ventilés efficacement, mais toutes dispositions sont prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par la dispersion des poussières, ni par des émanations nuisibles ou gênantes.

La dilution des rejets est interdite. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

## **2.2. Prévention des pollutions accidentelles**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de danger pour la santé et la sécurité publiques.

La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne, doivent être tels que cet objectif soit satisfait sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

## **2.3. Limitations des émissions diffuses**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises :

- la conception et la fréquence d'entretien des installations permettent d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours ;
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- des écrans de végétation sont prévus.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent par ailleurs satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs, etc.).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, les dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

## **2.4. Conditions de rejet**

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne

doivent pas présenter de points anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons doivent être équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures pour la surveillance des rejets.

Les caractéristiques des points de rejet des chaudières sont les suivantes :

	Hauteur en m	Débit N m <sup>3</sup> /h	Section en m <sup>2</sup>	Combustible	Vitesse mini d'éjection en m/s
Chaudière SF n°1 existante	13	7200	0,385	Gaz naturel	5
Chaudière SF n°2 nouvelle	13	7200	0,385	Gaz naturel	5
Chaudière STB 550 existante	13	5660	0,160	Gaz naturel	5

## 2.5. valeurs limites et surveillance des rejets

Les valeurs de volumes sont rapportées à des conditions normalisées de température (273 ° kelvin) et de pression (101300 pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### 2.5.1. Colonnes de distillation

Les rejets en composés organiques volatils de l'atelier de distillation (exprimé en carbone total) ne doivent pas excéder 0,2 kg/h et 1500 kg/an.

### 2.5.2. Installations de combustion

Les effluents gazeux issus des chaudières doivent respecter les valeurs limites suivantes :

		SF N°1	SF N°2	STB 550	TOTAL
Poussières*	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	5	5	5	
	Flux (g/h)	36	36	29	
	Flux (g/j)	865	865	696	
	Quantité (kg/an)	190	190	153	533
SO <sub>2</sub>	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	35	35	35	
	Flux (g/h)	252	252	198	
	Flux (kg/j)	6	6	4,7	
	Quantité (t/an)	1,3	1,3	1	3,6
Nox* en équivalent NO <sub>2</sub>	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	150	150	150	
	Flux (g/h)	1 080	1 080	850	
	Flux (kg/j)	26	26	20	
	Quantité (t/an)	5,7	5,7	4,5	16

\*valeurs limites applicables au plus tard le 1er janvier 2005 pour SF N°1 et STB 550

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et oxydes d'azote; les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Les mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport de mesures.

Ces résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements lorsqu'ils sont constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

### 2.5.3. Autres rejets.

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes :

Poussières totales :

si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m<sup>3</sup>.

si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m<sup>3</sup>.

Composés organiques volatils :

si le flux horaire dépasse 2kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m<sup>3</sup>.

### 2.6. Méthodes

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence sont celles fixées à l'annexe I de cet arrêté. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

### 2.7. Odeurs

L'établissement est aménagé et équipé de telle sorte qu'il ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

Les dispositions nécessaires et efficaces sont prises pour éviter en toutes circonstances l'apparition de conditions anaérobies dans les fosses, bassins, réservoirs, caniveaux,... L'acceptation de bourbes dans l'installation prend fin le 31 décembre suivant chaque vendange. Celles-ci sont traitées au plus tard un mois après leur réception.

Nonobstant les dispositions de l'article 4, l'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'apparition d'odeurs liées au stockage de vinasses, notamment en cas d'impossibilité d'épandage. Si la pratique de l'épandage est impossible plus de 3 jours consécutifs, il arrêtera la distillation de bourbes ou de vin au profit du traitement des vins de marcs qui permet un recyclage des vinasses dans l'établissement.

Afin de respecter les dispositions du premier alinéa du présent article, les dispositions suivantes sont si nécessaire adoptées :

- les fosses, bassins, réservoirs installés en plein air et destinés à contenir des liquides ou effluents susceptibles d'être à l'origine d'odeurs gênantes pour le voisinage, comme les vinasses, les bourbes, les lies, ..., sont soit couverts, soit fermés, et leurs dispositifs de respiration sont raccordés en tant que de besoin un équipement de désodorisation (charbon actif, biofiltre, traitement ou destruction d'odeurs...),
- les portes extérieures d'accès aux bâtiments BA 10 (atelier de distillation), BA 11 (traitement des vinasses), BA 12 (diffusion) et BA 13 (atelier d'évapo-concentration), ainsi que leurs autres ouvertures, sont maintenues normalement fermées ,
- si ces bâtiments sont mis en dépression, l'air extrait des ateliers est évacué dans des conditions propres à éviter l'émission d'odeurs dans l'environnement (via un biofiltre ou autre dispositif d'efficacité équivalente).

Des dispositions alternatives peuvent être mises en place par l'exploitant avec l'accord de l'inspection des installations classées

## **2.8. Stockage de marcs de raisins frais (aignes)**

(y compris le hangar situé sur la commune d'Ay-Champagne, parcelles 3185 et 3191)

Les aignes sont stockées sur des aires adaptées, étanches, susceptibles de permettre la récupération des jus, dans des silos couverts et entièrement fermés sur les cotés, à l'exception de la seule ouverture nécessaire au passage des engins de chargement et de déchargement.

Le stockage des aignes entre des éléments préfabriqués mobiles avec couverture par bâche étanche est toutefois admis, sous réserve que les aignes soient complètement recouvertes au fur et à mesure de leur ensilage. La hauteur des produits stockés ne doit pas dans ce cas dépasser en aucun point une fois et demie la hauteur des panneaux, sans excéder six mètres. Cette hauteur est toutefois limitée à la hauteur des panneaux en tous points situés à moins de 50 mètres des locaux occupés par des tiers.

Il est autorisé de découvrir le tas sur une profondeur maximale de trois mètres afin de permettre la reprise des marcs.

Le stockage des aignes à l'air libre est interdit.

## **article 3 - Eaux**

### **3.1. Dispositions générales**

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique, ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout, directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

L'exploitant mettra en œuvre les meilleures technologies disponibles permettant de limiter les volumes d'effluents rejetés : recyclage, concentration, valorisation...

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, autres que ceux dont l'épandage est autorisé par le présent arrêté, directement ou indirectement dans la nappe d'eau souterraine est interdit



## 3.2. Prélèvements et consommation d'eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite, sauf si l'exploitant démontre la nécessité de recourir à de tels procédés.

### 3.2.1. Prélèvements en nappe

La quantité annuelle d'eau prélevée par forages en 2000 s'établit à 1 099 201 m<sup>3</sup>, correspondant à une consommation journalière moyenne de 3200 m<sup>3</sup>/j.

Les points de prélèvement d'eau par forages dans la nappe de la craie sont :

- Forage F1 X :722698.43 – Y :2 451822.82
  - \* diamètre : 200 mm
  - \* profondeur : 17 m
  - \* débit : 25 m<sup>3</sup>/h (ancien forage)
- Forage F2 : X :722698.43 – Y :2 451822.82
  - \* diamètre : 230 mm
  - \* profondeur : 17 m
  - \* débit : 45 m<sup>3</sup>/h (ancien forage)
- Forage F3 : X :722648.80 – Y :2 451796.44
  - \* diamètre : 380 mm
  - \* profondeur : 50 m
  - \* débit : 80 m<sup>3</sup>/h
- Forage F4 : X :722693.46 – Y : 2 451779.72
  - \* diamètre : 380 mm
  - \* profondeur : 50 m
  - \* débit : 60 m<sup>3</sup>/h
- Forage F5 : X :722766.66 – Y : 2 451916.95
  - \* diamètre : 296 mm
  - \* profondeur : 45 m
  - \* débit : 60 m<sup>3</sup>/h

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé dépasse 100 m<sup>3</sup> par jour, hebdomadairement si le débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les ouvrages de prélèvement doivent être équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent. Ces dispositifs doivent être vérifiés tous les 2 ans. Toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

### 3.2.2. Alimentation par le réseau public

L'eau provenant du réseau public est essentiellement destinée aux besoins domestiques (sanitaires, douches, réfectoires). Pour la protection du réseau public, un disconnecteur doit être installé sur le réseau d'eau potable. Ce dispositif doit être vérifié tous les 2 ans.

### 3.2.3. Utilisation de l'eau (hors besoins domestiques et eaux d'extinction d'incendie)

Les principaux postes d'utilisation de l'eau dans l'établissement sont les suivants (exprimés en m<sup>3</sup>):

	Moyenne journalière	Maximale journalière	Maximale annuelle *
Refroidissement Atelier distillation	3130	3510	1 000 000
Refroidissement Evapo-concentration	400	480	120 000
Chaudières	500	580	160 000

\* entre 2 vendanges

Les consommations d'eau autorisées seront revues à l'issue de l'échéance prévue aux articles 3.3.3 et 14.

### 3.3. Différents types d'effluents liquides

L'établissement est à l'origine des rejets d'effluents suivants :

#### 3.3.1. Les eaux domestiques :

Les eaux domestiques sont évacuées par le réseau communal d'eaux usées qui rejoint la station d'épuration d'AY

#### 3.3.2. Les eaux pluviales:

1. Les eaux pluviales non polluées comprennent les eaux de toitures des bâtiments, certaines eaux de voiries, de parking,..... Elles peuvent être rejetées sans traitement particulier.
2. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, de recevoir accidentellement de l'alcool, des hydrocarbures, des produits divers. Elles sont traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits (débourbeur – séparateur).

#### 3.3.3. Les eaux de refroidissement :

En application de l'article 3.2 ci-dessus, les eaux de refroidissement doivent normalement être en circuit fermé. Seules les eaux de purge peuvent être rejetées.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'exploitant mettra en œuvre les dispositions suivantes :

- mise en service avant le 1er septembre 2004 de mesures de recyclage des eaux de refroidissement couvrant 25 % de la consommation de l'établissement,
- mise en service avant le 1er septembre 2005 de mesures de recyclage des eaux de refroidissement couvrant l'ensemble des besoins de l'établissement, à l'exception de la production d'eaux de vie,
- mise en service avant le 1er septembre 2006 de mesures de recyclage des eaux de refroidissement couvrant l'ensemble des besoins de l'établissement.

L'exploitant dressera à l'échéance de la première étape un bilan technico-économique des mesures mises en place pour réduire de 25% ses consommations d'eau. Son retour d'expérience pourra être mis à profit pour la mise en œuvre des étapes suivantes.

La mise en service de ces équipements devra être accompagnée, le cas échéant, d'un dossier établi au titre de la législation des installations classées, justifiant du respect du présent arrêté et notamment des articles 3.6.2, 6, 11 et 12.

#### 3.3.4. Les eaux résiduaires industrielles et les vinasses, concentrées ou non :

Les eaux résiduaires comprennent les eaux de lavages, les purges des différents circuits, certaines eaux de ruissellement (aires de stockage des marcs, ...).

Ces effluents, s'ils ne sont pas recyclés dans l'établissement, sont épandus conformément à l'article 4 .

### 3.4. Collecte et conditions de rejet des effluents liquides

Le réseau de collecte des effluents liquides sépare les eaux pluviales des autres effluents.

Un plan du réseau de collecte, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, avaloirs, vannes manuelles et automatiques, les installations d'épuration, les points de rejets des eaux de toutes origines, est établi et régulièrement tenu à jour.

Il est tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes, ou des installations seraient compromises, il est interdit d'établir des liaisons directes entre le réseau de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu naturel récepteur, ou les égouts extérieurs à l'établissement.

Les égouts doivent être étanches et leur tracé doit en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils doivent être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement donnent lieu à compte-rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les égouts véhiculant les eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

### **3.5. Point(s) de rejet des eaux**

Les rejets à l'extérieur de l'établissement s'effectuent aux points suivants:

- dans le réseau public aboutissant à la station d'épuration d'AY pour les eaux domestiques,
- dans le réseau public d'eaux pluviales (4 points de rejets au nord de l'établissement) qui aboutit dans le ruisseau le Cubray, puis la rivière Marne, pour certaines eaux pluviales,
- dans le ruisseau le Cubray, à son intersection avec le Chemin rural dit du Bessin, pour les autres eaux pluviales et les eaux de refroidissement. Le rejet de ces eaux peut être interrompu à tout moment par arrêt de la pompe de reprise nécessaire à leur évacuation.

Les ouvrages de rejets doivent être aménagés de manière à assurer une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur, à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doit être prévu un point de prélèvement d'échantillons.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc) permettent de réaliser des mesures représentatives (effluent suffisamment homogène).

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

### **3.6. Qualité des effluents rejetés**

#### **3.6.1. Dispositions générales :**

Les effluents doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits dangereux dans des concentrations telles qu'ils soient susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,
- de substances toxiques dans des quantités telles qu'elles soient capables d'entraîner la destruction des poissons à l'aval du point de déversement.

#### **3.6.2. Eaux pluviales et eaux de refroidissement :**

Les eaux pluviales de toitures et de voiries peuvent être rejetées sans traitement spécifique si leur qualité respecte les normes définies ci-après.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et rejetées au milieu naturel transitent par des dispositifs de traitement de telle sorte que leur qualité respecte les normes définies ci-après.

Les eaux pluviales polluées qui ne peuvent respecter les normes ci-après, par exemple après un incident de fonctionnement, seront traitées comme des déchets conformément à l'article 5. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées une procédure définissant les dispositions prévues pour assurer notamment leur détection, leur récupération et leur élimination.

Les valeurs limites de rejet respectent, avant toute dilution, les caractéristiques définies ci-après :

Substances	Concentrations (en mg/l)	Méthode de mesure
MeS	35	N.F. EN 872
DCO	125	N.F.T. 90101
DBO <sub>5</sub>	30	N.F.T. 90103
Azote global	4	N.F. EN ISO 25663 + N.F. EN ISO 10 304-1, 10 304-2, 13 3395, 26 777 et FDT 90 045
Phosphore total	0,2	N.F.T. 90023
Hydrocarbures totaux	5	N.F.T. 90114

En outre, le pH sera compris entre 5,5 et 8,5 la température n'excédera pas 30° C et l'effluent ne dégagera aucune odeur.

Par ailleurs, la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas correspondre à plus de 100 mg de platine au litre (suivant norme NF-EN ISO 7887).

Les mêmes dispositions s'appliquent (à l'exception du respect du paramètre "azote global") pour le rejet des eaux de refroidissement.

### 3.7. Dispositifs de traitement des eaux pluviales rejetées

Les installations de décantation/séparation (y compris déboueurs et séparateurs d'hydrocarbures) nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.

La conception et la capacité de ces dispositifs seront étudiées pour permettre une exploitation rapide et efficace. Ils seront régulièrement entretenus, au minimum tous les trois mois, et une visite annuelle sera effectuée. Les boues extraites des séparateurs d'hydrocarbures et des déboueurs seront évacuées conformément aux dispositions de l'article 5.

Ces installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour supprimer les rejets.

Des dispositions sont prises pour limiter les odeurs provenant des installations de décantation/séparation des effluents (confinement, captage et traitement,...) et prévenir l'apparition de conditions anaérobies non souhaitées.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations se trouve compromise, il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes du rejet par simple dilution autre que celle résultant du rassemblement des effluents normaux de l'usine ou des nécessités de traitement d'épuration.

### **3.8. Surveillance des rejets**

#### **3.8.1. Dispositions générales**

L'exploitant procèdera à la surveillance des rejets d'eaux pluviales rejetées conformément aux dispositions suivantes :

Pendant la première année suivant la notification du présent arrêté, il procèdera ou fera procéder à une analyse trimestrielle des eaux pluviales rejetées, avant toute dilution (notamment avec les eaux de refroidissement).

Pour leur réalisation, un échantillonnage représentatif du rejet global sera effectué (en continu) sur l'effluent homogénéisé, sur une période de 24 heures, représentatif des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté durant cette période. A défaut de rejet continu, il sera procédé à des prélèvements et analyses d'échantillons représentatifs :

- sur la moitié de chaque échantillon, l'exploitant mesure ou dose :
  - . la température
  - . le pH
  - . les matières en suspension (MEST)
  - . la demande chimique en oxygène (D.C.O.)
  - . la demande biologique en oxygène (DBO5)
  - . l'azote global (N)
  - . le phosphore total (P)
  - . les hydrocarbures totaux
- L'autre moitié est conservée à 4°C pendant 7 jours à la disposition de l'inspecteur des installations classées ou des agents du service chargé de la police de l'eau.

Si les résultats de cette campagne d'analyses sont satisfaisants, l'exploitant procèdera ensuite à 2 analyses annuelles d'un échantillon représentatif des eaux rejetées pour les mêmes paramètres. Si les résultats ne sont pas satisfaisants, un arrêté complémentaire ultérieur définira les modes de traitement et d'évacuation des eaux pluviales.

Les dispositions précédentes s'appliquent au rejet des eaux de refroidissement.

#### **3.8.2. contrôles inopinés :**

Il peut être procédé, à tout moment, à la demande de l'inspecteur des installations classées, de façon inopinée, à des prélèvements dans les effluents et à leur analyse par un laboratoire agréé. L'exploitant supporte les frais de ces analyses.

### **3.9. Prévention des pollutions**

#### **3.9.1. dispositions générales :**

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'incident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement (rupture de récipient, fuite d'échangeur,...) déversement direct de matières dangereuses ou insalubres qui, par leurs caractéristiques et les quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables vers le milieu récepteur. Les dispositions constructives suivantes sont en particulier respectées.

#### **3.9.2. capacités de rétention :**

##### **3.9.2.1 dispositions générales :**

Les unités, parties d'unités ou stockages susceptibles de contenir, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont équipés de capacités de rétention étanches permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement. Cette disposition s'applique en particulier pour les aires de stockage à fûts.

Le volume et la conception de ces capacités de rétention doivent permettre de recueillir, dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits dangereux ou insalubres mis en œuvre dans une zone susceptible d'être affectée par un même sinistre malgré les agents de protection ou d'extinction.

Le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits dangereux ou insalubres doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 l ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les dispositifs d'obturation doivent être maintenus fermés.

Ces dispositions s'appliquent aux stockages d'alcool.

### **3.9.2.2. Atelier de distillation :**

Le sol de l'atelier de distillation doit être étanche et incombustible. Il doit permettre de retenir la totalité des produits contenus dans les colonnes, soit au moins 5 m<sup>3</sup>.

### **3.9.2.3 : Stockage de marcs :**

Les marcs sont stockés sur les aires repérées ci-dessous et décrites à l'article 2.8 ; elles sont étanches et disposées pour permettre la récupération des jus d'écoulement et des eaux de ruissellement qui seront dirigés vers l'atelier de distillation, après stockage éventuel dans une cuve tampon de 800 m<sup>3</sup> (cuve C) :

Aires de stockage de marcs :

- ✓ plate forme N1 : 1800 m<sup>2</sup>,
- ✓ plate forme N2 : 2460 m<sup>2</sup>,
- ✓ plate forme N3 : 1950 m<sup>2</sup>,
- ✓ plate forme BA 15 : 624 m<sup>2</sup>,
- ✓ plate forme BA 16 : 624 m<sup>2</sup>.

La capacité de stockage s'élève à 50 000 tonnes.

### **3.9.3. Marcs épuisés**

Les marcs sont pressés en sortie de diffusion sans stockage intermédiaire. Le jus de presse est recyclé tandis que les marcs sont stockés à l'intérieur d'un bâtiment couvert.

Ils sont ensuite repris en vue, soit d'une valorisation matière à l'extérieur de la distillerie, soit d'un épandage en tant qu'amendement organique. Ils doivent dans ce cas être conformes aux dispositions et normes en vigueur prises en application de la législation sur les matières fertilisantes et supports de cultures, et être distribués avec une information et un étiquetage adaptés.

La société GOYARD tient les résultats des analyses auxquelles elle doit procéder à la disposition des agents chargés de vérifier la conformité des produits à ces normes, et les communique à sa demande à l'inspection des installations classées.

### **3.9.4. Canalisations :**

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

### **3.9.5. Conséquences des pollutions accidentelles :**

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant doit être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- la toxicité et les effets des produits rejetés,
- leur évolution et conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de récupération ou destruction des polluants à mettre en œuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune et la flore exposées à cette pollution,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

### **3.10. Epandements accidentels- Eaux d'extinction d'incendie**

Les épandements accidentels et les eaux d'extinction d'incendie doivent pouvoir être retenues à l'intérieur de l'établissement, dans les fosses de récupération ou de rétention qui devront être maintenues quasiment vides en permanence. Ces eaux seront soit éliminées avec les eaux pluviales ou envoyées à l'épandage si leurs caractéristiques le permettent, soit éliminées par une installation extérieure dûment autorisée dans le cas contraire, conformément à l'article 5 .

## **article 4 - Epandage**

L'épandage d'eaux résiduaires et de vinasses est autorisé à l'intérieur du périmètre figurant sur la carte jointe au présent arrêté, sous réserve du respect des conditions fixées ci-dessous et de l'arrêté préfectoral relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, et conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation et notamment au volet agro-pédologique de l'étude d'impact.

L'épandage est subordonné à l'établissement d'un contrat liant le producteur de déchets ou d'effluents au prestataire réalisant l'opération d'épandage et de contrats liant le producteur d'effluents ou de déchets aux agriculteurs exploitant les terrains. Ces contrats définissent les engagements de chacun ainsi que leurs durées.

La nature, les caractéristiques et les quantités de déchets ou d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

### **4.1. Superficies :**

Les territoires des communes touchées par l'épandage sont : OIRY, PLIVOT.

La superficie totale de la zone d'épandage s'élève à environ 1000 ha. La liste des parcelles est jointe au présent arrêté.

La superficie totale annuelle épandue est comprise entre 20 et 80 ha.

### **4.2. Caractéristiques des effluents :**

Les effluents envoyés à l'épandage sont constitués d'eaux résiduaires et de vinasses.

La valeur agronomique des effluents épandus doit être conforme aux indications contenues dans le volet agro-pédologique de l'étude d'impact et compatible avec le pouvoir épurateur du sol et du couvert végétal.

L'épandage d'effluents contenant des substances qui, du fait de leur toxicité, de leur persistance ou de leur bio-accumulation, sont susceptibles d'être dangereuses pour l'environnement, est interdit. Les teneurs en éléments et composés indésirables à ne pas dépasser figurent en annexe au présent arrêté.

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- pH compris entre 3,5 et 8,5.
- Température inférieure à 30° C.
- volume annuel : maxi : 10 000 m<sup>3</sup>      mini : 4 000 m<sup>3</sup>
- volume épandu par unité de surface : maxi : 200 m<sup>3</sup>/ ha sur terrains aptes (250 m<sup>3</sup>/ha dans le cas de cultures fortement exigeante en potasse), sans excéder les apports maximum prévus dans le tableau ci-dessous  
: 150 m<sup>3</sup>/ha sur terrains aptes avec limitation de doses, sans excéder un apport de potasse de 450 kg/ha
- caractéristiques des effluents :

	<b>Concentration maxi en mg/l</b>	<b>Flux maxi annuel en kg</b>	<b>Apport maxi annuel en kg/ha</b>
DCO	100 000	800 000	10000
Matières en suspension	20 000	150 000	1000
Azote global	500	4 000	voir article 4.5.1
C/N	> 8		
Phosphore (P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> )	600	500	175
Potassium (K <sub>2</sub> O)	4000	35 000	600
Magnésium (MgO)	200	1 500	60

#### 4.3. Stockage :

En application de l'article 2.7 ci-dessus, le stockage de vinasses est limité à 3 jours de production afin d'éviter les phénomènes d'apparition d'odeurs incommodantes.

La capacité maximale des ouvrages de stockage des autres effluents est de 3800 m<sup>3</sup>. Elle permet de stocker le volume total des effluents pendant les périodes où l'épandage est inapproprié, telles qu'elles sont décrites dans l'étude d'impact ou telles qu'elles sont prévues par le code de bonnes pratiques agricoles (arrêté du 22 novembre 1993) ou par le programme d'action qui couvre le présent territoire d'épandage.

Les ouvrages de stockage sont constitués de 7 réservoirs étanches : 2 réservoirs aériens en acier de 50 m<sup>3</sup>, 1 bassin en béton de 1200 m<sup>3</sup>, 2 cuves métalliques de 800 m<sup>3</sup>, 1 bassin d'homogénéisation en béton de 300 m<sup>3</sup> et un réservoir métallique de 600 m<sup>3</sup>.

Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage conformément à l'article 2.7 ci-dessus, et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.



En cas d'arrêt de l'épandage (panne de l'installation, sol gelé, accès impossible aux parcelles, ...) d'une durée telle que la capacité disponible des bassins de stockage des effluents de l'établissement ne soit pas suffisante pour contenir la totalité des effluents produits pendant l'arrêt, et qu'il en résulte un risque de débordement de ces bassins, l'établissement doit mettre en place, après avis de l'inspecteur des installations classées, une solution permettant d'éviter tout risque de nuisance vis-à-vis de l'environnement. Il sera procédé en cas de besoin à la suspension du fonctionnement de l'établissement jusqu'au retour à une situation normale. La reprise d'activité est soumise à l'avis de l'inspecteur des installations classées.

#### **4.4. Informations préalables aux épandages :**

Un mois avant le début d'une campagne d'épandage, l'exploitant soumet à l'Inspecteur des Installations Classées un plan prévisionnel des terrains sur lesquels sera effectué l'épandage et le calendrier d'épandage. Il indique l'évaluation du volume des effluents à rejeter et la superficie minimale des terrains nécessaires.

Les parcelles retenues sont repérées en surfaces d'épandage élémentaires de formes géométriques simples numérotées dans une série continue, de façon à assurer facilement la concordance avec les documents similaires antérieurs ou postérieurs.

Toute modification du programme d'épandage doit être signalée à l'avance à l'Inspection des Installations Classées.

#### **4.5. Mise en œuvre de l'épandage :**

Les effluents repris par citernes routières sont transportés vers les zones d'épandage où ils sont épandus au moyen de canons enrouleurs ou d'un dispositif d'enfouissement direct. Le volume des effluents épandus est relevé.

Le temps de retour sur une même parcelle ne devra pas être inférieur à quatre ans.

Les mesures d'accompagnement doivent respecter les indications contenues dans l'étude agro-pédologique mentionnée à l'article 4 .

##### **4.5.1. Les teneurs en fertilisants**

Les teneurs en fertilisants des effluents sont suivies par l'exploitant de manière à permettre l'établissement de plans de fumure adaptés aux conditions de l'épandage. Toutes origines confondues, organique et minérale, les apports en fertilisants sur les terres soumises à l'épandage tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

Pour l'azote, ces apports, exprimés en N (azote global), ne dépasse pas les valeurs suivantes :

- sur prairies naturelles, ou sur prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 350 kg/ha/an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an en moyenne sur 5 ans ;
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté (exception faite pour la luzerne où les apports sont autorisés à raison de 200 kg/ha/an après chaque coupe en année d'exploitation et après les deux premières coupes de la dernière année d'exploitation).

##### **4.5.2. L'épandage est interdit :**

- à moins de 100 m de toute habitation ou local occupé par des tiers, des terrains de camping agréés, des stades, des voies de circulation routière (sauf en cas d'usage d'une rampe d'enfouissement permettant d'éviter à la fois les aérosols et les émanations d'odeurs) ;
- à moins de 100 m des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers et au-delà dans les conditions prévues par l'acte autorisant le prélèvement d'eau ;
- à l'intérieur des périmètres de protection immédiats et rapprochés des captages d'eau potable ;
- à moins de 200 m des berges des cours d'eau et des zones inondables ;
- dans les secteurs où la nappe se situe à moins de 5 mètres de la surface du sol ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou forêts exploitées ;
- sur les terrains dont la pente est supérieure à 10% ;
- pendant les périodes où le sol est gelé ou enneigé et lors de fortes pluies, exception faite des déchets solides ;

- à moins de 200 m des lieux de baignade ;
- à moins de 500 m des sites d'aquaculture ;
- du 1er juillet au 31 août sur cultures de printemps sans culture intermédiaire.

La superposition d'épandage de différents fertilisants organiques sur une même parcelle pendant la même campagne est interdite.

Toutes dispositions sont prises pour que, en aucune circonstance, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes d'eau souterraine ne puisse se produire. En particulier, la capacité d'absorption des sols n'est pas dépassée afin de prévenir toute stagnation prolongée sur ces sols.

#### **4.6. Suivi de l'épandage :**

##### **4.6.1. Analyse des sols avant épandage.**

Chaque année, les parcelles devant être épandues feront l'objet d'une analyse de fertilisants (P2O5, K2O, MgO) sur au moins l'horizon 0-30 cm avant le début des épandages, afin d'éviter les apports sur les parcelles trop riches en ces éléments.

Les éléments traces métalliques doivent être analysés par groupes de parcelles homogènes, au moins tous les dix ans, et après l'ultime épandage, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des groupes de parcelles sur lesquelles ils se situent.

Ces analyses portent sur les éléments traces métalliques suivants : cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb et zinc.

Les prélèvements de sol doivent être effectués dans un rayon de 7,50 mètres autour du point de prélèvement, à raison de 16 prélèvements élémentaires pris au hasard dans le cercle ainsi dessiné.

Les modalités d'exécution des prélèvements élémentaires et de constitution et conditionnement des échantillons sont conformes à la norme NF X 31 100.

La préparation des échantillons de sols en vue d'analyse est effectuée selon la norme NF ISO 11464 (décembre 1994). L'extraction des éléments-traces métalliques Cd, Cr, Cu, Ni, Pb et Zn et leur analyse sont effectuées selon la norme NF X 31-147 (juillet 1996).

Les effluents ne pourront être épandus sur les parcelles dont la teneur en éléments traces métalliques est supérieure à une des valeurs limites figurant au tableau joint au présent arrêté.

##### **4.6.2. Un suivi analytique**

Un suivi régulier de la qualité des effluents conduits à l'épandage est réalisé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit comporter les mesures suivantes :

4.6.2.1 - Le contrôle du respect des valeurs limites maximales en sortie de l'établissement ou du (ou des) bassins tampons sur les éléments suivants, pendant les périodes d'épandage :

<b>Paramètres</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Méthode de mesure</b>
pH	Mensuelle	pH - mètre
MES	Mensuelle	NFT 90-105
DCO	mensuelle	NFT 90-101
C/N	mensuelle	

Une analyse des éléments ou composés indésirables mentionnés à l'article 4.2 est réalisée 2 fois par an.

#### 4.6.2.2 - Le contrôle des paramètres de fertilisation

Paramètres	Fréquence	Méthode de mesure
Azote global (organique, ammoniacal, nitrites, nitrates)	mensuelle	NFT 90-110 NFT 90-112 NFT 90-113
Phosphore	mensuelle	NFT 90-023
Potassium	mensuelle	
Magnésium	mensuelle	

Les paramètres ainsi mesurés seront rapportés aux volumes d'effluents produits et aux surfaces épandues.

#### 4.6.2.3 -

Un état récapitulatif mensuel des résultats des mesures et analyses imposées aux articles 4.6.2.1 et 4.6.2.2 doit être adressé au plus tard dans les 2 mois qui suivent à l'Inspection des installations classées.

Ils doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires appropriés.

#### 4.6.2.4 - Calage de l'auto-surveillance

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'auto-surveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

#### 4.6.2.5 - Contrôles inopinés

Il peut être procédé, à tout moment, à la demande de l'inspecteur des installations classées, de façon inopinée, à des prélèvements dans les effluents et dans les sols et à leur analyse par un laboratoire agréé. L'exploitant supporte les frais de ces analyses.

#### 4.6.2.6 Conservation des enregistrements

Les enregistrements des mesures prescrites aux articles 4.6.2.1 et 4.6.2.2 ci-dessus devront être conservés pendant une durée d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 4.6.3. cahier d'épandage

Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il comporte les informations suivantes :

- ✎ les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale,
- ✎ les dates d'épandage,
- ✎ les parcelles réceptrices et leur surface,
- ✎ les cultures pratiquées,
- ✎ le contexte météorologique lors de chaque épandage,
- ✎ l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation,
- ✎ l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

#### **4.6.4. suivi agronomique :**

Le suivi analytique suivant est effectué sur chaque parcelle après épandage, sur l'horizon 0-30 : pH, MO, K<sub>2</sub>O, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, MgO.

Ces informations sont complétées par l'enregistrement des doses apportées, de leur équivalence en éléments assimilables, et chaque année, des fumures pratiquées par l'agriculteur, des cultures, de leurs rendements et des éventuels problèmes rencontrés.

En outre, des mesures de reliquats azotés sont effectuées sur toutes les parcelles épandues. Des mesures de reliquats azotés sont également réalisées sur des parcelles témoins sans épandage.

#### **4.6.5. Bilan agronomique annuel :**

Un bilan agronomique est dressé annuellement et comporte :

- ✎ la liste des parcelles réceptrices ;
- ✎ un bilan qualitatif et quantitatif des déchets ou effluents épandus (apport d'éléments fertilisants) ;
- ✎ l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols ;
- ✎ les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent en tenant compte des quantités d'azote apportées ;
- ✎ la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale,
- ✎ La synthèse du suivi agronomique décrit en 4.6.4.

Ce bilan doit permettre de vérifier la bonne mise en œuvre de l'épandage et l'assimilation des effluents par le sol et les cultures.

Ce bilan est adressée à l'inspection des installations classées, à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt et aux agriculteurs concernés.

#### **4.6.6. Surveillance des eaux souterraines :**

La qualité des eaux souterraines fait l'objet d'un contrôle semestriel par un organisme tiers qualifié, à partir de 5 piézomètres, sur ou en dehors de la zone d'épandage. Leur implantation est reportée sur la carte jointe au présent arrêté.

Les éléments analysés sont au minimum les suivants :

- température,
- pH,
- conductivité à 20° C,
- carbone total,
- azote global, nitrates (NO<sub>3</sub><sup>-</sup>), nitrites (NO<sub>2</sub><sup>-</sup>), NTK, Ammonium (NH<sub>4</sub><sup>+</sup>),
- chlorures (Cl<sup>-</sup>),
- sulfates (SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>)
- calcium (Ca<sup>++</sup>),
- sodium (Na<sup>+</sup>),
- potassium (K<sup>+</sup>),
- magnésium (Mg<sup>++</sup>),
- phosphore total et phosphates.

Un rapport annuel relatif à ces opérations de surveillance est transmis à l'Inspection des installations classées au plus tard un mois après son établissement.

## article 5 - Déchets

### 5.1. Limitation des déchets

Toutes dispositions doivent être prises dans la conception et l'exploitation des installations pour assurer une bonne gestion des déchets de l'entreprise.

A cette fin, l'exploitant se doit :

- de limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- de trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- de s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets.

Les déchets produits et les filières utilisées sont les suivants :

Déchets ou produits secondaires (PS)	Code	quantité (en tonnes)	filière d'élimination
Papiers, plastiques, déchets de bureaux	20.01.01 20.01.03	10	VAL (E)
Déchets ménagers (réfectoire)	20.03.01	5	DC2(E)
Métaux	17.04.07	2	VAL(E)
Huiles usagés	13.02.03 13.06.01	1	VAL(E)
Hydrocarbures du séparateur	13.05.02	1	IS(E)
Eluats/boues régénération résines	19.08.07	0.5	DC2(E)
Pépins (PS)	02.07.99	1500	VAL(E)
Marcés épuisés, rafles (PS)	02.07.01	66 000	EPA/VAL(E)
Marcés frais (déchets)	02.07.04	accidentel	DC2(E)
Alcools secondaires (PS)	02.07.02	1	VAL(E)
Tartrate de calcium (PS)	02.07.99	300	VAL(E)

IS : incinération – Val : valorisation --DC2 : décharge de classe 2 – EPA : épandage agricole.

E : externe – I : interne

### 5.2. Stockage des déchets

Les déchets et résidus produits par l'installation doivent être stockés, avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.

Les déchets peuvent être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et le résidu de produits contenus dans l'emballage,
- les emballages soient en bon état et soient identifiés par les seules indications concernant le déchet,
- les stockages ne comportent pas plus de deux niveaux.

### **5.3. Élimination des déchets**

L'exploitant établit une procédure écrite relative à la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement en respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur (code de l'environnement – Livre V – Titre IV) ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans les installations appropriées. Les déchets ne pouvant pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement (Livre V – Titre IV) dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

Pour chaque catégorie de déchets, l'exploitant doit respecter le niveau de traitement ou d'élimination fixé dans la partie déchets de l'étude d'impact. Tout changement significatif de niveau devra être porté à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Cependant, il peut être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les déchets non souillés par des substances nocives ou toxiques (papier, palettes, etc...) lorsque ces derniers sont utilisés comme combustibles lors des exercices d'incendie.

Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination.

Les huiles usagées sont collectées par catégories et doivent être remises obligatoirement soit à un ramasseur agréé pour le département, soit directement à un régénérateur ou éliminateur agréé.

Les déchets d'emballage doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

### **5.4. Registre – justificatifs**

L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination de ses déchets sur demande de l'inspecteur des installations classées. Les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

L'exploitant tient à jour un registre précisant la nature et la quantité de déchets produits ainsi que leur destination (date de l'enlèvement, transporteur, éliminateur, nature de l'élimination).

Pour les déchets d'emballage, les contrats mentionnés à l'article 2 du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 doivent indiquer la nature et les quantités prises en charge; ils sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le caractère ultime au sens de l'article L.541.1 du code de l'environnement des déchets mis en décharge doit être justifié à partir du 1er juillet 2002.

## **article 6 - Bruit et vibrations**

### **6.1. Règles d'aménagement**

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, leur sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## 6.2. Niveaux limites

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau qui fixe les points de contrôle. Les niveaux de bruit résiduels sont les suivants :

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	7 h à 22 h	22 h à 7 h
Côtés Nord et Est	60	50
Côtés Sud et Ouest	65	55

Des valeurs supérieures de 10 dB(A) sont admises de jour pendant les vendanges.

Dans les zones à émergence réglementée, les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine, pour les niveaux supérieurs à 45 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanche et jours fériés.
- 3 dB(A) pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés.

Zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse);
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Dans le cas d'un établissement existant au 1er juillet 1997 et faisant l'objet d'une modification autorisée, la date à prendre en considération pour la détermination des zones à émergence réglementée est celle de l'arrêté autorisant la première modification intervenant après le 1er juillet 1997.

Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées du sol ou des structures les supportant par des dispositifs anti-vibratiles efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## 6.3. Contrôles

Un contrôle des mesures des niveaux acoustiques en limite de propriété et dans l'environnement doit être réalisé dans un délai de 6 mois à dater de la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans ensuite, par un organisme ou une personne qualifiés. Le rapport des mesures est tenu et est à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Pour vérifier le respect des prescriptions ci-dessus, en cas de plainte, l'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique ou des mesures de vibrations mécaniques soient effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

## article 7 Sécurité

### 7.1. Dispositions générales

#### 7.1.1. clôtures :

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est protégé par une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 2 mètres.

### **7.1.2. Gardiennage :**

En l'absence de gardiennage en dehors des heures de travail, toutes les issues sont fermées à clef. En période d'arrêt d'activité d'au moins une semaine (Noël, Pâques,...), les réservoirs d'alcool sont vides et dégazés et des rondes de surveillance sont réalisées journalièrement.

### **7.1.3. accès, voies et aires de circulation :**

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées entretenues en bon état, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages,...) susceptible de gêner la circulation, afin de permettre une intervention aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie.

Les voies de circulation doivent permettre une évolution facile des véhicules ; elles doivent permettre le passage de véhicules de 4 mètres de hauteur et avoir une largeur minimale de 3 mètres.

Le rayon de braquage intérieur minimal dans les virages, R, est de 11 mètres et la surlargeur dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres est au moins égale à  $15/R$

Les bâtiments et dépôts sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

## **7.2. règles de circulation**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes affichées et/ou fournies aux chauffeurs,...).

En particulier toutes dispositions sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

## **7.3. Conceptions des bâtiments et locaux**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Ils sont isolés des bâtiments habités ou occupés par des tiers, par un dispositif coupe-feu de degré 2 heures, constitué :

- soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée d'au moins un mètre,
- soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

A l'intérieur des ateliers, des allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les salles de contrôle ou emplacements des pupitres de commande sont aménagés de façon à ce que lors d'un accident, le personnel puisse prendre en toute sécurité, les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

## **7.4. Conception des installations**

Les installations, ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent, sont conçus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toutes projections de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits manipulés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les installations et appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposés ou aménagés de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément.



Les appareils de fabrication doivent porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux en dehors des périodes de travail.

## **7.5. Installations électriques**

L'installation électrique et le matériel utilisé de l'ensemble des locaux et bâtiments sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Ils doivent en outre être conçus et réalisés de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celles des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

Les circuits "basse tension" doivent être conformes à la norme NF-C 15100, les circuits "moyenne tension" et "haute tension", aux normes NF-C 13100 et NF-C 13200.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre.

Un système d'interrupteurs situés à proximité du bureau du responsable de site doit permettre la mise hors tension des différents secteurs de l'installation. Il doit être clairement signalé par une affiche indélébile : "coupure générale électrique".

Un interrupteur général doit permettre la mise hors tension du transformateur. Il doit être situé à l'extérieur du local et clairement signalé.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (Jo du 30 avril 1980).

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui doit très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute défectuosité constatée dans les plus brefs délais.

## **7.6. Mise à la terre**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations...) doivent être mis à la terre conformément aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature inflammable des produits qu'ils sont susceptibles de contenir.

## **7.7. Formation du personnel**

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes (manipulation de gaz, de liquides inflammables, de produits toxiques,...).

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques susceptibles d'être provoquées et les opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.

Un compte rendu écrit de ces exercices est établi et conservé à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

## **7.8. Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, ainsi que la liste des vérifications à effectuer avant la mise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité,
- les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et pour leur transport,
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

## **7.9. Réception – expédition – stockage de matières dangereuses**

### **7.9.1. stockage**

Les réservoirs et récipients de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu.

Les réservoirs de capacité supérieure à 1.000 l portent en outre le numéro et le symbole de danger définis par le règlement pour le transport des matières dangereuses.

Leurs canalisations d'alimentation sur lesquelles doivent être branchés les véhicules livreurs, sont correctement repérées par un étiquetage adéquat.

### **7.9.2. postes de chargement et déchargement**

Les postes de chargement ou de déchargement de matières dangereuses sont d'accès facile et conçus pour permettre des manœuvres aisées des véhicules. Les aires de stationnement, ou de dépotage de véhicules transportant des matières toxiques ou dangereuses sont étanches, imperméables et incombustibles. Elles forment, ou sont associées à une cuvette de rétention destinée à recueillir tout écoulement accidentel.

### **7.9.3. manipulations**

Les manipulations de ces matières sont confiées exclusivement à du personnel qualifié, informé des risques présentés par les produits, et formé spécialement sur les mesures de prévention à mettre en œuvre et sur les méthodes d'intervention en cas de sinistre.

### **7.9.4. réceptions**

Avant d'entreprendre le déchargement d'un véhicule, ce personnel vérifie :

- la nature et la quantité des produits reçus,
- la disponibilité des stockages correspondants,
- la bonne compatibilité des équipements du véhicule avec ceux de l'installation de dépotage.

Cette consigne est clairement affichée de manière indélébile, près des postes de déchargement.

### **7.9.5. expéditions**

Avant d'entreprendre le chargement d'un véhicule, ce personnel doit vérifier :

- la comptabilité du produit à expédier avec l'état, les caractéristiques, et la signalisation du véhicule,
- la validité des autorisations de circulation,
- la propreté des citernes, en particulier pour éviter des mélanges incompatibles ou dangereux avec d'éventuels produits résiduels.

De plus, avant d'autoriser le départ d'un véhicule, l'exploitant doit contrôler :

- les bonnes conditions de conditionnement (fermeture de vannes,...), d'emballage, d'arrimage et d'étiquetage des produits,
- la qualification du chauffeur,

et informer celui-ci sur la nature et les risques des produits transportés et les mesures à prendre en cas d'accident. Il lui remet les documents d'information nécessaires, dont notamment la fiche de sécurité correspondante.

## **7.10. Règles d'exploitation**

### **7.10.1.Produits**

Les dispositions nécessaires sont prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis présentant un caractère inflammable, toxique ou corrosif sont limités en quantité dans les ateliers d'utilisation au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

### **7.10.2.Connaissance des produits - étiquetages**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### **7.10.3.Réserve de produits**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, filtres, produits absorbants, produits de neutralisation,...

### **7.10.4.Utilités**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

### **7.10.5.Paramètres de fonctionnement**

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations sont mesurés et si nécessaire enregistrés en continu.

De plus, le dispositif de conduite des installations est conçu de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives excessives de ces paramètres par rapport aux conditions normales de la fabrication.

### **7.10.6.Systèmes d'alarme**

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publiques doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

### **7.10.7.Equipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

### **7.10.8.Vérifications périodiques**

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques.

Il convient en particulier de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

## **7.11. Organisation des secours**

### **7.11.1. Consignes de sécurité et d'incendie**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet prévues aux points 3.6 ci-dessus,
- les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours,
- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- la composition des équipes d'intervention,
- la fréquence des exercices,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- l'organisation du contrôle des entrées et de la police intérieure en cas de sinistre.

### **7.11.2. Direction des opérations de secours**

En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours adapté par le préfet.

## **7.12. Moyens de secours**

### **7.12.1. équipes de sécurité :**

L'exploitant veille à la formation sécurité de tout son personnel et à la constitution d'équipes de sécurité comprenant des agents affectés prioritairement à des missions d'intervention lors de sinistres et d'opération de prévention, et pouvant quitter leur poste de travail à tout moment pour combattre un éventuel sinistre.

### **7.12.2. matériel de lutte contre l'incendie :**

#### **Moyens internes :**

L'établissement dispose de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :

- d'un réseau d'extincteurs appropriés aux risques. Ces extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances à raison d'au moins un extincteur par tranche de 250 m<sup>2</sup> de superficie à protéger avec un minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôts,...
- de 6 robinets incendie armés, reliés à deux groupes motopompes (avec moteurs thermiques indépendants) permettant d'assurer un débit de 50 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures.

Les pompes des forages alimentant le circuit d'incendie devront être protégées par des interrupteurs différents de telle sorte que les besoins en eau puissent toujours être assurés.

Le réseau d'incendie sera sectionnable et maillé pour permettre toute réparation sans pour autant couper l'alimentation en eau.

#### **Moyens externes :**

Des moyens externes de lutte contre l'incendie sont recensés à proximité de l'établissement :

- un poteau d'incendie de 100 mm implanté ZA du Bessin, assurant un débit de 34 m<sup>3</sup>/h sous une pression statique de 3,6 bars,
- un poteau d'incendie de 100 mm implanté rue Blondeau, assurant un débit de 84 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar,
- un poteau d'incendie de 100 mm implanté rue des Carelles, assurant un débit de 69 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar,
- une bouche d'incendie de 100 mm implantée clos Carelles, assurant un débit de 55 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 0,5 bar.

L'exploitant fera aménager :

- une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> au sud de l'établissement ou,
- en bordure du Canal, en accord avec le service gestionnaire de cette voie de navigation, une aire d'aspiration face à la société JUDEZ. Cette aire aura une superficie minimale de 12 m<sup>2</sup> et devra être disposée de telle sorte que la hauteur pratique d'aspiration ne soit pas supérieure à 5 mètres au dessous de l'axe de la pompe, avec une immersion de la crépine de 0,8 m au dessous du niveau de l'eau.

### 7.12.3. Vérifications et contrôles

Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie et les dispositifs de prévention et d'alerte, doivent être réalisés annuellement par des organismes qualifiés et faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications;
  - personne ou organisme chargé de la vérification;
  - motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'incident.
- Ce registre doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### 7.12.4. ressources eau et mousse :

Les dépôts d'alcool et les postes de chargement sont protégés contre l'incendie par un dispositif fixe de refroidissement et d'extinction automatique à mousse. Il sera asservi à la détection décrite à l'article 7.13.6 et pourra également être mis en route manuellement. Le débit et la pression d'eau de ce réseau sont normalement assurés par des moyens propres à l'établissement :

- réserve d'eau de 150 m<sup>3</sup> maintenue pleine en permanence, dotée d'un raccord symétrique pour réalimentation
- réservoir de 5760 litres d'émulseur, doté d'un dispositif normalisé permettant la réalimentation,
- surpresseur électrique de 120 m<sup>3</sup>/h
- groupe électrogène de 300 kVA.

Les moyens mis en œuvre, notamment en ce qui concerne l'émulseur, doivent permettre le refroidissement des réservoirs au taux de 15 litres par minute par mètre de circonférence, l'extinction d'un feu de cuvette au taux d'application de 7 litres par minute de solution moussante par m<sup>2</sup> de rétention pendant 20 minutes, la protection par rideau d'eau à raison de 500 litres par minute pendant 80 minutes.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau incongelable est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture puisse être isolée.

Afin de limiter les effets des rayonnements thermiques, des dispositifs de rideau d'eau à projection verticale de type « queue de paon » sont disposés à proximité des stockages d'alcool repérés CA/CB (protection d'une zone extérieure à l'établissement) et SA/SB (protection du poste de chargement).

## 7.13. Zone de risque incendie

### 7.13.1. Généralités :

Les zones de risques incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations industrielles de l'établissement.

L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de risque incendie de l'établissement. Elle comprennent notamment l'atelier de distillation, les stockages d'alcool et les postes de chargement, ainsi que la chaufferie. Il tient à jour, et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan de ces zones.

Tout local comportant une zone de risque incendie est considérée dans son ensemble comme zone de risque incendie.

Le désenfumage de ces zones doit pouvoir s'effectuer par des ouvertures dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne doit pas être inférieure à 1/100ème de leur superficie.

L'ouverture des équipements de désenfumage doit pouvoir s'effectuer manuellement depuis le sol, y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique. Les commandes d'ouverture de ces dispositifs doivent être accessibles facilement et être correctement signalées.

Les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de risque incendie en complément aux dispositions générales de sécurité.

#### **7.13.2. Isolement :**

Les zones de risque incendie sont isolées des constructions et ateliers voisins :  
soit par un mur plein coupe feu 2 h dépassant la couverture la plus élevée d'au moins un mètre,  
soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

#### **7.13.3. Comportement au feu de structures métalliques :**

Les éléments porteurs de structures métalliques doivent être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'interventions.

#### **7.13.4. Dégagements :**

Dans les locaux comportant des zones de risques incendie, les portes d'accès à l'extérieur s'ouvriront facilement dans le sens de l'évacuation, elles sont pare flammes une demi-heure et à fermeture automatique.

Les dégagements doivent être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 25 mètres, ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur. Les locaux particulièrement dangereux ne sont pas implantés en cul de sac.

#### **7.13.5. Prévention :**

Dans les zones de risque incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage...).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils font l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux d'entretien.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans les zones de risques d'incendie.

#### **7.13.6. Détection incendie :**

Les zones ou locaux comportant des zones de risque incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie.

Tout déclenchement du premier seuil du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau du poste du personnel de surveillance. Le personnel intervient alors pour mettre en action, le cas échéant, le dispositif fixe de refroidissement et d'extinction à la mousse. Le déclenchement du second seuil commande automatiquement la mise en marche du système d'extinction automatique à mousse visé à l'article 7.12.4 lorsque la détection concerne les installations de stockage ou de chargement d'alcool.

Le personnel d'astreinte sera automatiquement alerté par téléphone du déclenchement d'une alarme.

### **7.14. Dépôts d'alcool**

**Les dépôts d'alcool comprennent les réservoirs suivants :**

Dépôt CA/CB :

- 2 cuves de 25 m<sup>3</sup>
- 2 cuves de 24 m<sup>3</sup>

- 2 cuves de 32,5 m<sup>3</sup>
  - 1 cuve de 35 m<sup>3</sup>
- TOTAL : 198 m<sup>3</sup>

Dépôt C1/C2 :

- 2 cuves de 10,65 m<sup>3</sup>
  - 1 cuve de 10,46 m<sup>3</sup>
  - 2 cuves de 10,47 m<sup>3</sup>
  - 1 cuve de 10,14 m<sup>3</sup>
  - 1 cuve de 10,26 m<sup>3</sup>
  - 1 cuve de 25,50 m<sup>3</sup>
  - 1 cuve de 10,20 m<sup>3</sup>
  - 1 cuve de 10 m<sup>3</sup>
  - 1 cuve de 3,4 m<sup>3</sup>
- TOTAL : 122,2 m<sup>3</sup>

Dépôt SA1/SA2 (nouveau dépôt)

- 1 cuve de 35 m<sup>3</sup>
  - 3 cuves de 65 m<sup>3</sup>
  - 2 cuves de 122 m<sup>3</sup>
- TOTAL : 474 m<sup>3</sup>

Dépôt SB1/SB2 (nouveau dépôt) :

- 4 cuves de 122 m<sup>3</sup>
- TOTAL : 488 m<sup>3</sup>

Les dispositions suivantes sont applicables aux dépôts d'alcool, en plus des dispositions prévues ci-dessus :

Les dépôts d'alcool, dont l'aire est délimitée par le côté extérieure de leur cuvette de rétention, sont implantés à au moins :

- 5 mètres des postes de chargement des citernes routières,
- 10 mètres de la clôture de l'établissement
- 5 mètres des séparateurs ou fosses couvertes de récupération des eaux de ruissellement des aires de chargement
- 15 mètres des bâtiments administratifs et laboratoire.

Le mur coupe feu de degrés 4 heures séparant le dépôt CA/CB du bâtiment abritant l'atelier d'évapo-concentration est rehaussé d' 1 mètre au dessus de la toiture du bâtiment, afin d'éviter la propagation d'un éventuel incendie.

Un mur coupe feu de degrés 4 heures et d'une hauteur de 6 mètres est édifié le long du coté opposé de la cuvette, afin d'isoler le dépôt des parcelles voisines des effets du rayonnement thermique en cas d'incendie.

Les dépôts sont normalement implantés à l'air libre. Toutefois, les dépôts placés sous abri sont aménagés de telle sorte qu'une ventilation naturelle suffisante évite la stagnation des vapeurs d'alcool dans le local. Des ouvertures sont aménagées en tant que de besoin en pied et en toiture de ces abris.

Les tuyauteries doivent être reliées aux réservoirs par des brides et elle doivent être soudées entre elles et non visées. Elle doivent sortir des cuvettes de rétention le plus directement possible en évitant le passage à travers leur parois et sans traverser une autre cuvette de rétention.

Les murs des cuvette de rétention doivent présenter une stabilité au feu de degrés 4 heures et résister à la poussée des liquides éventuellement répandus. Les assemblages d'angles doivent être renforcés. Les murs doivent être situés à une distance minimale de 3 mètres des parois des réservoirs qu'ils contiennent, cette distance étant réduite à 1 mètre pour les réservoirs de capacité inférieure à 50 m<sup>3</sup>.

La cuvette de rétention du nouveau dépôt d'alcool comporte deux compartiments séparés entre eux par un mur coupe feu de degrés 4 heures dépassant de 1 mètres la hauteur de la plus haute cuve. Le mur situé coté ouest présente également les mêmes caractéristiques.

Le volume de rétention présenté par les cuvettes des dépôts suivants sont portées aux valeurs indiquées ci-après:

- dépôt CA/CB: 171 m<sup>3</sup>
- dépôts SB1/SB2: 302 m<sup>3</sup>

Les dispositifs permettant l'évacuation des eaux de pluie, maintenus normalement fermés, sont incombustibles étanches en position fermés et commandés de l'extérieur de la cuvette.

Les distances entre réservoirs situés à l'intérieur d'une même cuvette de rétention sont au moins égales à :

- 1,5 mètres si le diamètre D du plus gros réservoir est inférieur ou égal à 6 mètres,
- D/4 dans le cas contraire, avec un minimum de 2 mètres.

Les réservoirs d'alcool sont conçus pour résister à la pression des liquides contenus, compte tenu des contraintes de fonctionnement et des sollicitations en service normal. Ils doivent subir, ainsi que les raccords et canalisations, avant leur mise en service, un essai de résistance et d'étanchéité à l'eau.

Les pieds de bacs métalliques sont renforcés afin de permettre une stabilité au feu de 4 heures en cas d'incendie (supports béton).

Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif permettant de connaître à tous moments le volume d'alcool contenu. Chaque réservoir comporte de manière lisible la dénomination exacte de son contenu, son volume et son numéro d'identification.

Les vannes de pied de cuves sont à sécurité positive et manœuvrables à distance.

Tout réservoir doit être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale au quart de la somme des sections des canalisations de remplissage, ne comportent ni robinet ni obturateur.

Les événements ont une direction ascendante et leurs orifices débouchent à l'air libre à une distance horizontale minimale de 3 mètres de toute cheminée, feu nu, ou source de chaleur (chaufferie par exemple).

Le matériel électrique installé dans les dépôts d'alcool doit répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion. Il est limité à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation des dépôts. Les cuves sont reliées à la terre et interconnectées si besoin par des liaisons équipotentiellles.

Les réservoirs vidés d'alcool sont dégazés et remplis d'eau 24 heures au plus tard après leur vidange.

### **7.15. Aires de chargement d'alcool**

Les dispositions suivantes sont applicables aux aires de chargement d'alcool, en plus des dispositions prévues ci-dessus :

Les aires de chargement, dont l'aire est délimitée par la projection verticale du gabarit des véhicules citernes, sont implantées à au moins :

- 5 mètres des dépôts d'alcool
- 5 mètres des clôtures de l'établissement,
- 5 mètres des séparateurs ou fosses couvertes de récupération des eaux de ruissellement des aires de chargement,
- 10 mètres des bâtiments administratifs et laboratoire.

Les aires de stationnement des véhicules sont étanches et incombustibles. Elles sont aménagées afin de permettre l'évacuation en vue de leur collecte des produits accidentellement répandus dans un réservoir de 13 m<sup>3</sup>.

Le franchissement des voies et aires de circulation des véhicules par les tuyauteries aériennes s'effectue à une hauteur supérieure à 4 mètres.

Les différentes parties des postes de chargement (charpentes métalliques, canalisations métalliques et accessoires, tube plongeur,...) doivent être reliés par des liaisons équipotentiellles et à une prise de terre par un conducteur. Le tube plongeur doit être d'une longueur suffisante pour atteindre le fond des citernes et rester immergé pendant toute l'opération d'emplissage.

Lors de tout chargement d'alcool, une zone non feu de 15 m de rayon centrée sur le poste de chargement est activée.

Seuls les véhicules équipés de dispositifs de sécurité et conformes au règlement sur le transport des matières dangereuses par route sont autorisés à circuler dans cette zone.

A l'exception du véhicule en cours de chargement, tout stationnement de véhicule est interdit dans cette zone.

La ou les citernes équipant le véhicule doivent être reliées électriquement au châssis. De plus, les citernes amovibles doivent être connectées électriquement entre elles.

Le chauffeur doit amener son véhicule en position de chargement l'avant tourné vers la sortie du poste, de telle sorte qu'il puisse repartir sans manœuvre. Il doit, dès la mise en place :

- serrer le frein à et placer le levier de la boîte de vitesses au point mort,
- arrêter le moteur du véhicule,
- couper l'éclairage du véhicule et le circuit de batterie,
- établir la liaison équipotentielle avec l'installation de chargement, puis procéder aux opérations de chargement.



La liaison équipotentielle ne doit être interrompue que lorsque les vannes du poste de chargement et les dômes du véhicule sont fermés.

Les opérations de chargement sont interdites en cas de temps orageux. Aucune opération de jaugeage ou de prise d'échantillons ne doit être effectuée pendant les opérations de chargement.

Il est en outre interdit de procéder sur le véhicule ou sur son moteur à des interventions telles que nettoyage ou réparation.

En outre, qu'il s'agisse de plusieurs citernes amovibles ou d'une citerne à plusieurs compartiments, lors du chargement, un seul couvercle de dôme doit être ouvert à la fois, les autres restant fermés.

Chaque poste de chargement comporte un dispositif, en plus de celui prévu en 7.13.6, permettant de commander à distance l'arrêt de l'alimentation en alcool en cas d'incident ou d'incendie.

La défense contre l'incendie de chaque poste de chargement d'alcool doit être assurée, en plus du dispositif mentionné à l'article 7.12.4., par un extincteur sur roues de 100 kg de charge ou deux extincteurs de 50 kg, efficaces pour les feux susceptibles de se produire.

## **article 8 Diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines**

La société GOYARD fera procéder à un diagnostic de l'éventuelle pollution des sols et des eaux souterraines au droit de son site conformément aux dispositions suivantes:

- réalisation de 2 sondages de 3 mètres au niveau des cuves à carburants, avec prélèvements d'échantillons moyens de sols dans l'horizon 0 à 0,3 m, 0,3 à 1 m et tous les 0,5 m au delà de cette profondeur. Les 2 premiers échantillons de sols sur chaque sondage feront l'objet des analyses suivantes: hydrocarbures totaux et BTEX. Les autres échantillons seront conservés pour d'éventuelles analyses ultérieures,
- prélèvements d'échantillons d'eau sur les forages F1 ou F2,F3,F4,F5,PZ,1PZ2, implantés conformément au plan joint au présent arrêté, en périodes de hautes eaux et de basses eaux, sur une période de 2 ans au moins, et analyse des éléments suivants:
  - conductivité, Cl, SO4, NH4, NO2, NO3, NTK, Ca, Mg, Na et K,
  - hydrocarbures totaux,
  - PCB,
  - BTEX,Sur le forage F3, DBO5, DCO et alcools.

Les résultats de ces analyses seront communiqués dès réception à l'inspection des installations classées avec tous les commentaires appropriés.

## **Titre II - Prescriptions particulières**

Elles s'appliquent spécifiquement aux activités désignées ci-après, **en supplément** des dispositions générales du Titre 1.

### **article 9 Installations de distribution de liquides inflammables**

#### **9.1. Appareils de distribution**

L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) doit être en matériaux de catégorie M0 ou M 1 au sens de l'arrêté du 4 juin 1973 modifié portant classification des matériaux et éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu.

Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution doivent être ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques non de sûreté doit constituer un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce

compartiment doit être séparé de la partie où les liquides inflammables sont présents par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures, ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbures.

Les appareils de distribution doivent être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

Les appareils de distribution seront installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation doit être équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Le flexible de distribution ou de remplissage doit être conforme à la norme NF T47-255. Il doit être entretenu en bon état de fonctionnement et remplacé au plus tard six ans après sa date de fabrication.

Le robinet de distribution doit être muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.

## **9.2. Prévention de la pollution des eaux**

L'aire de distribution est constituée par la partie accessible à la circulation des véhicules du rectangle englobant les zones situées à moins de 3 mètres de la paroi des appareils de distribution.

L'aire de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés devront, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur doit être conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée sans entraînement de liquides inflammables.

Les rejets respecteront les dispositions de l'article 3.6.2.

Toute installation de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits seront stockés en des endroits visibles facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle...).

Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur seront situés à une distance minimale de 5 mètres de la zone de dépotage.

## **9.3. Réservoirs et canalisations**

Les réservoirs enterrés sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relative aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables, ou tout règlement ultérieur qui s'y substitueraient.

Les tuyauteries peuvent être soit métalliques, soit en matières plastiques renforcées compatibles avec les produits intervenant et présentant des garanties au moins équivalentes. Dans ce dernier cas, toutes les dispositions sont prises afin d'assurer des liaisons équipotentiels et éliminer l'électricité statique.

Les canalisations sont implantées dans des tranchées dont le fond constitue un support suffisant.

Le fond de ces tranchées et les remblais sont constitués d'une terre saine ou d'un sol granuleux (sable, gravillons, pierres ou agrégats n'excédant pas 25 millimètres de diamètres)

## **9.4. Distances d'éloignement**

Dans tous les cas, une distance minimale d'éloignement de 4 mètres, mesurée horizontalement, doit être observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois de l'appareil de distribution.

### **9.5. Prescriptions incendie**

L'installation doit être dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- 1 extincteur homologué 233 B,
- 1 bac de 100 litres d'agent fixant ou neutralisant incombustible avec pelle et couvercle

### **9.6. Matériel électrique et installation**

L'installation électrique doit comporter un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution du carburant.

La commande de ce dispositif sera placée en un endroit facilement accessible.

Lors du remplissage du ou des réservoirs d'un véhicule l'arrêt du moteur est obligatoire.

## **article 10 - Installations de combustion**

### **10.1. Règles d'implantation**

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés ou séparés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes : (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, aux appareils eux-mêmes) :

- a) 10 m des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1ère, 2e, 3e et 4e catégorie, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers, et des voies à grande circulation,
- b) 10 m des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation. Par dérogation à cette disposition, la chaufferie sera séparée du dépôt d'alcool attenant par un mur coupe feu de degrés 2 heures ne comportant pas d'ouvertures.

### **10.2. Comportement au feu des bâtiments**

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- stabilité au feu de degré une heure ;
- couverture incombustible ;
- matériaux de classe M0 (incombustibles).

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (événements, parois de faible résistance...).

### **10.3. Accessibilité**

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie de 4 mètres de largeur.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

#### **10.4. Ventilation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

#### **10.5. Installations électriques**

Un ou plusieurs dispositifs, placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours qui doit être conçu pour fonctionner en atmosphère explosive.

#### **10.6. Issues**

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel par 2 issues constituées de portes coupe feu de degrés 1 heure, s'ouvrant dans le sens de l'évacuation et munies de barres anti panique. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite suffisant. L'accès aux issues doit être balisé.

#### **10.7. Alimentation en combustible**

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à un pressostat (ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

#### **10.8. Contrôle de la combustion**

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

### **10.9. Surveillance d'exploitation**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

### **10.10. Contrôle de l'accès**

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir un accès libre aux installations (par exemple clôture, fermeture à clef...)

### **10.11. Propreté**

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### **10.12. Entretien et travaux**

L'exploitant doit veiller à l'entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci.

Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectué en dérogation au précédent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspecteur des installations classées.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

### **10.13. - Moyens de secours contre l'incendie**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués de:

- 3 extincteurs portatifs au moins répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont accompagnés d'une mention "Ne pas utiliser sur flamme gaz". Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés et stockés ;

### **10.14. Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et des consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux,
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

### **10.15. - Information du personnel**

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

### **10.16. Entretien des installations**

Le réglage et l'entretien de l'installation se feront soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

### **10.17. Equipement des chaufferies**

L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

### **10.18. - Livret de chaufferie**

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

## **article 11 Prévention des risques liés à la légionellose sur la ou les tours aéroréfrigérantes**

Les dispositifs à refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air sont soumis aux obligations définies par le présent article en vue de prévenir l'émission d'eau contaminée par la légionellose.  
Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement: les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

### **11.1. Entretien et Maintenance**

L'exploitant devra maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procédera à :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint,
- un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques,
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des legionella a été reconnue, tel que le chlore, les biocides oxydants à base d'halogènes ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes, à défaut d'antibiotiques.

Cette désinfection s'appliquera, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles seront soit recyclées dans le process, soit éliminées par épandage avec les autres effluents.

### **11.2. Hygiène et sécurité**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant mettra à disposition des personnels intervenants à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants), destiné à les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques,
- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

Un panneau devra signaler le port de masque obligatoire.

Pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement, l'exploitant fera l'appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

### **11.3. information**

L'exploitant reportera toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionnera :

- les volumes d'eau consommée mensuellement,
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt,
- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates/nature des opérations/identification des intervenants/nature et concentration des produits de traitement),
- les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en legionella,).

Les plans des installations, comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement, devront être annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **11.4. Contrôles et analyses**

L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques seront réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais des prélèvements et des analyses seront supportés par l'exploitant.

Des analyses d'eau pour recherche de légionelles seront réalisées mensuellement pendant la période de fonctionnement de(s) la tour(s) aéroréfrigérante(s). Si les analyses d'eau pour recherche de légionelles mettent en évidence une concentration supérieure à  $10^5$  unités formant colonies par litre d'eau (UFC/l), l'exploitant devra stopper immédiatement le fonctionnement du système de refroidissement, en informer immédiatement l'inspection des installations classées et lui proposer des actions correctives adaptées. Si les analyses d'eau pour recherche de légionelles mettent en évidence une concentration comprise entre  $10^3$  et  $10^5$  UFC/l, l'exploitant devra mettre en œuvre les mesures nécessaires pour abaisser la concentration en légionelles en dessous de  $10^3$  UFC/l. Il réalisera un nouveau contrôle deux semaines après le prélèvement ayant mis en évidence la concentration comprise entre  $10^3$  et  $10^5$  UFC/l. Le contrôle sera renouvelé toutes les deux semaines tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs

### **11.5. Divers**

L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera doté d'un compteur.

Les rejets d'aérosols ne seront situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejet seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.

## **article 12 - Installations de compression**

Des murs de protection de résistance suffisante et formant éventuellement chicane pour l'accès aux locaux des compresseurs ou des accumulateurs doivent entourer ces appareils de façon à diriger vers la partie supérieure les gaz et les débris d'appareils d'une explosion éventuelle.

Le toit est construit en matériaux légers de manière à permettre cette large expansion vers la haut.

Des murs séparent les locaux renfermant les appareils et tuyauteries dans lesquels le gaz séjourne ou circule de tous les locaux occupés en permanence (à l'exception du bureau du surveillant) et de ceux qui peuvent renfermer des matières inflammables.

Une ventilation permanente de tout le local est assurée de façon à éviter à l'intérieur de celui-ci la stagnation de poches de gaz.

Les ingrédients servant au graissage et au nettoyage ne peuvent être conservés dans la salle des compresseurs que dans des récipients métalliques ou dans des niches maçonnées avec porte métallique.

Le local de compression doit être maintenu en parfait état de propreté ; les déchets gras ayant servi doivent être mis dans des boîtes métalliques closes et enlevées régulièrement.

Toutes dispositions nécessaires doivent être prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie ; à cet effet, la station de compression est munie de moyens de secours appropriés : extincteurs, postes d'eau, etc. Ce matériel est entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Des filtres maintenus en bon état de propreté doivent empêcher la pénétration de poussières dans le compresseur.

Si la compression comporte plusieurs étages, le gaz doit être convenablement refroidi à la sortie de chaque étage intermédiaire du compresseur. Des thermomètres permettent de lire la température du gaz à la sortie de chaque étage des compresseurs.

Un dispositif est prévu sur les circuits d'eau de refroidissement permettant de contrôler à chaque instant la circulation de l'eau.

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression des gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

L'arrêt des compresseurs doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur des ateliers de compression.

En cas de dérogation à cette condition, des clapets sont disposés aux endroits convenables pour éviter des renversements dans le circuit de gaz, notamment en cas d'arrêt du compresseur.

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Toutes mesures sont également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sûreté.

## **article 13 - Atelier de charge d'accumulateur**



L'atelier est construit en matériaux incombustibles, couvert d'une toiture légère et non surmonté d'étage. Il ne commande aucun dégagement. L'atelier est convenablement clos sur le voisinage, de manière à éviter la diffusion de bruits gênants.

L'atelier est très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local. Il ne pourra donc être installé dans un sous-sol.

La ventilation s'effectue de façon que le voisinage ne soit pas gêné ou incommodé par les émanations. L'atelier ne doit avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles.

Le sol de l'atelier est imperméable et présente une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter la stagnation. Les murs sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

## **Titre III - dispositions administratives**

### **article 14 - échéancier**

Les dispositions prévues aux articles suivants devront être satisfaites dans les délais mentionnés ci-dessous, comptés dès notification du présent arrêté :

- article 3.3.3 :
  - mise en service avant le 1<sup>er</sup> septembre 2004 de mesures de recyclage des eaux de refroidissement couvrant 25 % de la consommation de l'établissement,
  - mise en service avant le 1<sup>er</sup> septembre 2005 de mesures de recyclage des eaux de refroidissement couvrant l'ensemble des besoins de l'établissement, à l'exception de la production d'eaux de vie,
  - mise en service avant le 1<sup>er</sup> septembre 2006 de mesures de recyclage des eaux de refroidissement couvrant l'ensemble des besoins de l'établissement.
- article 6.3 : mesures de niveaux acoustiques en limite de propriété et dans l'environnement sous 3 mois
- article 7.12.2 : réserve incendie ou aire d'aspiration : 6 mois
- article 7.14 : murs coupe feu du dépôt CA/CB: 6 mois  
volume des cuvettes de rétention des dépôt CA/CB et SB1/SB2 : 3 mois
- article 8 : analyses d'échantillons de sols et premières analyses d'eaux souterraines : 3 mois

Aux échéances fixées ci-dessus, l'exploitant fournira, à l'inspection des installations classées, en 2 exemplaires, les comptes-rendus d'avancement des actions réalisées accompagnés de tous les justificatifs (factures, plans...) nécessaires.

### **article 15 - recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie et du développement durable, direction de la prévention des pollutions et des risques, service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris Cedex SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 - Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

### **article 16 - droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **article 17 - ampliation**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne Ardenne et l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Reims, monsieur le directeur départemental de l'équipement, monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, monsieur le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, monsieur le directeur régional de l'environnement, monsieur le directeur de l'agence de l'eau, ainsi qu'à monsieur le maire de AY ET MAREUIL SUR AY qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à monsieur le directeur de la société DISTILLERIE JEAN GOYARD à AY ET MAREUIL SUR AY par voie de recommandé avec accusé de réception.

Monsieur le Maire de AY ET MAREUIL SUR AY procèdera à l'affichage en mairie de l'autorisation pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservé en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, pas ailleurs pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

Un avis sera diffusé dans deux journaux du département par les soins de la préfecture aux frais du pétitionnaire, de façon à indiquer au public que le texte complet du présent arrêté est à sa disposition, soit en mairie de AY et MAREUIL SUR AY, soit en préfecture.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons en Champagne, le 23 janvier 2004

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Signé **Bernard LE MENN**

# **annexe I - méthodes de mesure de référence** (article 2.6)

Cette liste comprend les normes homologuées et expérimentales publiées à la date de parution du présent arrêté.

## Pour les gaz : émissions des sources fixes

Débit .....	NF X 10112
O <sub>2</sub> .....	NF X 20377 à 379
Poussières.....	NF X 44052
CO .....	NF X 20361 et 363
SO <sub>2</sub> .....	NF X 43310-X 20351 à 355 et 357
HCl.....	NF X 43309 et NF T
Hydrocarbures totaux .....	NF X 43301
Odeurs.....	NF X 43101 à X 43104

Les références X20 sont des fascicules de documentation sans caractère normatif.

## Pour les eaux :

pH.....	NF T 90008
Couleur.....	NF EN ISO 7887
Matières en suspension totale .....	NF T 90105
DBO <sub>5</sub> .....	NF T 90103
D.C.O.....	NF T 90101
COT.....	NF T 90102
Azote global.....	somme de l'azote Kjeldal ..... et de l'azote contenu dans les nitrates et nitrites
Azote Kjeldal.....	NF T 90110
N (NO <sub>2</sub> ).....	NF T 90013
N (NO <sub>3</sub> ).....	NF T 90012
N (NH <sub>4</sub> <sup>+</sup> ).....	NF T 90015
Phosphore.....	NF T 90023
Fluorures .....	NF T 90004
Fe.....	NF T 90017 et NF T 90112
Mn .....	NF T 90024 et NF T 90112
Al.....	ASTM 8.57.79
Zn .....	NF T 90112
Cu.....	NF T 90022 ET NF T 90112
Pb .....	NF T 90027 et NF T 90112
Cd.....	NF T 90112
Cr.....	NF T 90112
Ag.....	NF T 90112
Ni.....	NF T 90112
Se.....	NF T 90025
As .....	NF T 90026
CN (libres).....	NF ISO 6703/2
Hydrocarbures totaux .....	NF T 90114 et ..... NF T 90202 et 203 (raffineries de pétrole)
Indice phénols .....	NF T 90109 et ..... NFT 90204 (raffineries de pétrole)
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) .....	NF T 90115
Composés organiques halogénés absorbables sur charbon actif (AOX) .....	ISO9562

**annexe II - Liste des parcelles autorisées pour l'épandage et plan du périmètre**  
(article 4 )

### annexe III - Epandage (annexe VII a de l'arrêté ministériel)

Seuils en éléments-traces métalliques et en substances organiques

(article 4 )

**Tableau 1 a : Teneurs limites en éléments-traces métalliques dans les déchets ou effluents**

Eléments-traces métalliques	Valeur limite dans les déchets ou effluents (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m2)
Cadmium	20 (*)	0,03 (**)
Chrome	1 000	1,5
Cuivre	1 000	1,5
Mercure	10	0,015
Nickel	200	0,3
Plomb	800	1,5
Zinc	3 000	4,5
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	4 000	6

(\*) 15 mg/kg MS à compter du 1er janvier 2001; 10 mg/kg MS à compter du 1er janvier 2004.

(\*\*) 0,015 g/m2 à compter du 1er janvier 2001

**Tableau 1 b : Teneurs limites en composés-traces organiques dans les déchets ou effluents**

Composés-traces	Valeur Limite ou effluents	dans les déchets (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (mg/m2)	
Organiques	Cas général	Epandage sur pâturage	Cas général	Epandage sur pâturage
Total des 7 principaux PCB (*)	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2

(\*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180

**Tableau 2 : Valeurs limites de concentration dans les sols**

Eléments-traces dans les sols	Valeur Limite (mg/kg MS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

**Tableau 3 : Flux cumulé maximum en éléments-traces métalliques apporté par les déchets ou effluents pour les pâturages ou les sols de pH inférieurs à 6**

Eléments-traces métalliques	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (mg/m2)
Cadmium	0,015
Chrome	1,2
Cuivre	1,2
Mercure	0,012
Nickel	0,3
Plomb	0,9
Sélénium (*)	0,12
Zinc	3
Chrome+cuivre+nickel+zinc	4

(\*) Pour le pâturage uniquement.

## **annexe IV - plans de l'établissement**

## annexe V - TABLE DES MATIERES

Titre I - Prescriptions générales .....	2
article 1 - Généralités .....	2
1.1. Champ d'application.....	2
1.2. autorisation d'exploiter .....	2
1.3. autorisation de rejet.....	3
1.4. conformité aux plans et aux données techniques - modifications.....	3
1.5. produits consommables .....	3
1.6. intégration dans le paysage.....	3
1.7. risques naturels .....	4
1.8. accident - incident .....	4
1.9. contrôles et analyses .....	4
1.10. cessation d'activité définitive.....	4
article 2 - Air.....	4
2.1. Principes généraux.....	4
2.2. Prévention des pollutions accidentelles.....	5
2.3. Limitations des émissions diffuses .....	5
2.4. Conditions de rejet.....	5
2.5. valeurs limites et surveillance des rejets .....	6
2.6. Méthodes .....	7
2.7. Odeurs .....	7
2.8. Stockage de marcs de raisins frais (aignes) .....	8
article 3 - Eaux.....	8
3.1. Dispositions générales.....	8
3.2. Prélèvements et consommation d'eau.....	9
3.3. Différents types d'effluents liquides .....	10
3.4. Collecte et conditions de rejet des effluents liquides .....	10
3.5. Point(s) de rejet des eaux.....	11
3.6. Qualité des effluents rejetés.....	11
3.7. Dispositifs de traitement des eaux pluviales rejetées.....	12
3.8. Surveillance des rejets.....	13
3.9. Prévention des pollutions .....	13
3.10. Epanchements accidentels- Eaux d'extinction d'incendie .....	15
article 4 - Epandage .....	15
4.1. Superficies :.....	15
4.2. Caractéristiques des effluents :.....	15
4.3. Stockage :.....	16
4.4. Informations préalables aux épandages :.....	17
4.5. Mise en œuvre de l'épandage :.....	17
4.6. Suivi de l'épandage :.....	18
article 5 - Déchets .....	21
5.1. Limitation des déchets .....	21
5.2. Stockage des déchets.....	21
5.3. Élimination des déchets.....	22
5.4. Registre – justificatifs.....	22
article 6 - Bruit et vibrations .....	22
6.1. Règles d'aménagement .....	22
6.2. Niveaux limites.....	23
6.3. Contrôles.....	23
article 7 Sécurité.....	23
7.1. Dispositions générales.....	23
7.2. règles de circulation .....	24
7.3. Conceptions des bâtiments et locaux.....	24
7.4. Conception des installations .....	24
7.5. Installations électriques .....	25
7.6. Mise à la terre.....	25

7.7. Formation du personnel.....	25
7.8. Consignes d'exploitation.....	26
7.9. Réception – expédition – stockage de matières dangereuses.....	26
7.10. Règles d'exploitation.....	27
7.11. Organisation des secours.....	28
7.12. Moyens de secours.....	28
7.13. Zone de risque incendie.....	29
7.14. Dépôts d'alcool.....	30
Les dépôts d'alcool comprennent les réservoirs suivants :.....	30
7.15. Aires de chargement d'alcool.....	32
article 8 Diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines.....	33
Titre II - Prescriptions particulières.....	33
article 9 Installations de distribution de liquides inflammables.....	33
9.1. Appareils de distribution.....	33
9.2. Prévention de la pollution des eaux.....	34
9.3. Réservoirs et canalisations.....	34
9.4. Distances d'éloignement.....	35
9.5. Prescriptions incendie.....	35
9.6. Matériel électrique et installation.....	35
article 10 - Installations de combustion.....	35
10.1. Règles d'implantation.....	35
10.2. Comportement au feu des bâtiments.....	35
10.3. Accessibilité.....	36
10.4. Ventilation.....	36
10.5. Installations électriques.....	36
10.6. Issues.....	36
10.7. Alimentation en combustible.....	36
10.8. Contrôle de la combustion.....	37
10.9. Surveillance d'exploitation.....	37
10.10. Contrôle de l'accès.....	37
10.11. Propreté.....	37
10.12. Entretien et travaux.....	37
10.13. - Moyens de secours contre l'incendie.....	37
10.14. Consignes d'exploitation.....	37
10.15. - Information du personnel.....	38
10.16. Entretien des installations.....	38
10.17. Equipement des chaufferies.....	38
10.18. - Livret de chaufferie.....	38
article 11 Prévention des risques liés à la légionellose sur la ou les tours aéroréfrigérantes.....	38
11.1. Entretien et Maintenance.....	38
11.2. Hygiène et sécurité.....	39
11.3. information.....	39
11.4. Contrôles et analyses.....	39
11.5. Divers.....	39
article 12 - Installations de compression.....	40
article 13 - Atelier de charge d'accumulateur.....	41
Titre III - dispositions administratives.....	41
article 14 - échéancier.....	41
article 15 - recours.....	41
article 16 - droit des tiers.....	42
article 17 - ampliation.....	42
annexe I - méthodes de mesure de référence.....	43
annexe II - Liste des parcelles autorisées pour l'épandage et plan du périmètre.....	44
annexe III - Epandage (annexe VII a de l'arrêté ministériel).....	45
annexe IV - plan de l'établissement et distances d'isolement.....	46
annexe V - TABLE DES MATIERES.....	47